

l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

A propos du conflit Chine-Vietnam

Le voyage de Guiringaud au Vietnam a été pour les dirigeants de Hanoi l'occasion de s'en prendre une nouvelle fois à la Chine.

Durant des années pourtant, la lutte de libération qu'avait menée le peuple vietnamien contre les occupants français, puis américains, avait soulevé une vague énorme de solidarité et d'espoir, notamment dans notre pays.

S'appuyant l'un l'autre, les peuples vietnamien, cambodgien et lao faisaient finalement connaître à l'impérialisme américain sa défaite la plus cuisante, donnant ainsi un nouvel essor aux luttes de libération dans le monde entier.

Or, qu'en est-il aujourd'hui ?

Le gouvernement vietnamien se félicite de l'intervention des chars russes à Prague, il y a dix ans, et considère que c'est « la voie radieuse par laquelle le peuple tchèque va vers le bonheur ».

Le gouvernement vietnamien affiche sans fard son intention de prendre le contrôle sur toute la région et mène la guerre contre le Kampuchea.

Le gouvernement vietnamien abandonne les bases de Da Nang et de Dalat, autrefois américaines, aux Russes.

Le gouvernement vietnamien, enfin, se lance dans une campagne frénétique contre la Chine, pays qui fit pourtant tant d'efforts pour le soutenir pendant sa lutte de libération, expulsant des dizaines de milliers de ressortissants chinois, accusant la Chine des pires crimes. Voilà des changements qui nous concernent tous. Non seulement pour le passé, mais aussi pour le présent. Non seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier.

Personne ne peut plus en douter maintenant. Derrière le Vietnam, derrière la guerre qu'il fait au Kampuchea, derrière les graves incidents perpétrés contre la Chine, il y a l'URSS.

L'URSS est là aussi la superpuissance qui crée des troubles, déclenche des conflits ou attise le feu, affiche ses intentions de gendarme et prétend remplacer le grand gendarme d'hier : les USA.

Là aussi, car elle le fait dans le monde entier, en Afrique, à l'égard des non-alignés, etc.

Et face à ces visées hégémoniques, elle trouve partout la résistance de plus en plus ferme des peuples et de nombreux pays.

Et partout, elle trouve l'obstacle que constitue la Chine dont l'active politique de construction d'un front uni mondial contre l'hégémonie des superpuissances remporte d'importants succès.

Cela nous concerne bien sûr, car l'hégémonisme, c'est la domination du monde. L'hégémonisme menace tous les peuples et pays du monde. La construction du front uni mondial contre l'hégémonisme est à l'ordre du jour partout et tous les peuples doivent y participer : le nôtre aussi.

Jacques DUROC

Vers le parti marxiste-léniniste unique

EN PAGE 3,

COMMUNIQUÉ COMMUN DU PCRML ET DU PCMLF

Formule d'abonnement commun au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge

Amplés manifestations en Iran

Isolé, le Shah fait tirer sur le peuple



Vendredi matin, dans tous les quartiers de Téhéran, le peuple s'affrontait à l'armée. Des fumées s'élevaient de nombreux points de la ville.

Malgré le refus d'appel des partis et le recul de autorités religieuses du pays, malgré l'interdiction du Shah et l'armée, ils sont plus d'un million à avoir mani-

festé hier jeudi à Téhéran leur haine du régime fasciste du Shah.

C'est la plus importante manifestation qu'aie connu l'Iran depuis l'accession du Shah au pou-

voir, le régime a décrété l'état de siège et le couvre-feu pour six mois à Téhéran et dans onze autres villes iraniennes. Vendredi matin, il a fait tirer sur la foule.

L'argent de poche du baron

Le baron Empain a donc tenu la vedette jeudi. Conférence de presse, apparition à la télé, interview dans un journal à grand tirage. Lui aussi a donc voulu faire sa rentrée, histoire de faire savoir à tous ceux de son entourage, de son milieu qu'il était là et bien là. Au passage, Empain a égratigné les siens et la police qui ne sont pas bien comportés à son égard alors qu'il venait d'être libéré par ses ravisseurs et avait tant besoin d'affection. Les vilains !

Mais laissons-là les états d'âme d'Empain pour aborder une autre facette de sa personnalité. Dans l'interview « en toute franchise » qu'il accorde à l'hebdomadaire VSL, il fait des révélations plutôt instructives sur ce que représente pour lui l'argent.

A la question « C'est quoi une somme importante pour vous ? », il répond : « Disons à partir d'un million de francs ». Donc quand on a perdu un million... « on va voir le directeur et on joue le pauvre type incapable de payer comme ça, instantanément. C'est vrai qu'ils sont rares

les gens qui disposent d'un million en espèces dans leur coffre. Généralement, la direction répond : « Monsieur Empain, on vous connaît. Avec vous, pas de problème. Vous nous donnerez 200 000 F maintenant, 200 000 F à la fin de l'année et le solde en juillet prochain ». Pour moi, cela fait vingt ans que les choses se passent ainsi. »

Le baron parlait ici non pas de grosses affaires, mais des sommes qu'il perdait au jeu. Mais qu'est-ce que c'est que cent millions de centimes pour Empain : « Ni le casino, ni le poker n'ont jamais mis en danger ma fortune personnelle ou mes affaires. »

Que représente un million de francs pour un ouvrier payé au SMIC ? Environ 45 ans de travail. Cet aveu d'Empain montre bien le gouffre qui sépare un ouvrier et le chef de file d'un monopole. Ce qui pour l'un représente une vie de travail et qui lui permet de vivre est pour l'autre une dette de jeu, son argent de poche, quoi, pour une soirée au casino.

Henri MAZERAU

Rentrée scolaire

A quels problèmes se trouvent confrontés les maîtres ? Aujourd'hui, nous abordons les problèmes d'emploi et de formation. Lire page 6.

Emploi des fonds publics au profit de patrons non nécessaires

Emploi des fonds publics au profit de patrons non nécessaires. On ne le dira jamais trop, des cadeaux pour les patrons, le budget du gouvernement en regorge. Lire page 5.

Nicaragua

Un commando du front sandiniste s'est emparé jeudi soir des locaux d'une station de radio de Managua. Il a aussitôt lancé un appel au soulèvement général populaire.



Manifestations de lycéens en Palestine occupée

Somet de Camp David

Pas de solution possible sans les Palestiniens

Le sommet de Camp David est un moyen par lequel le sioniste Begin et le président de la superpuissance américaine Carter veulent régler à leur profit le problème du Moyen-Orient. Une fois de plus, ils s'efforcent de nier l'existence du peuple palestinien et ses droits nationaux.

Voici ce que déclare à ce sujet le dirigeant de l'OLP, seul représentant du peuple palestinien, Yasser Arafat :

« Je ne crois pas qu'il (Camp David) puisse déboucher sur des résultats tangibles. Au maximum une

vague déclaration de principes destinée à gagner du temps et à essayer d'entraîner d'autres parties arabes à se joindre à l'initiative du président Sadate et à participer aux négociations avec Israël. Mais il n'apportera ni solution du conflit ni même amorce de solution »

PEROU : les 50 000 ouvriers sont toujours en grève.

Mardi dernier, la Fédération péruvienne des travailleurs des mines et de la métallurgie a décidé la poursuite de la grève entamée plus d'un mois auparavant malgré la décision du gouvernement qui a décrété la grève illégale menaçant ainsi les 50 000 grévistes d'une intervention armée. Les mineurs réclament des augmentations de salaires et la réintégration des 300 ouvriers licenciés. C'est d'ailleurs sur ce point que les négociations semblent

buter. Mercredi dernier, 10 000 travailleurs sont arrivés à Lima après une « Marche du sacrifice ». Les forces de l'ordre sont alors intervenues pour disperser les ouvriers qui s'étaient regroupés dans les jardins de la faculté de médecine.

NICARAGUA : La grève générale continue.

L'opposition a déclaré que le nombre de personnes arrêtées depuis une dizaine de jours est de 650 personnes. L'annonce triomphale de Somoza stipulant la libération de 70 personnes

n'a pas entraîné l'arrêt de la lutte. Celle-ci se poursuit, même si on n'assiste plus à de véritables insurrections. La grève générale est toujours également suivie et les conséquences se font de plus en plus sentir. Par ailleurs, tous les revenus de l'État provenant d'impôts de diverses sortes diminuent de façon alarmante pour la dictature fasciste.

De plus, des mesures ont été prises par le gouvernement pour restreindre la circulation des véhicules car l'essence menace de manquer rapidement vu la grève des pompistes.

Les employés de banque se joignent au mouvement général en occupant les locaux des deux importants centres bancaires.

Pour Somoza, rien ne va plus. Toutefois, il continue de pavoiser sûr d'un soutien américain qui se fait pourtant plus difficile.

Il espère le pourrissement de la grève « qu'ils se fatiguent, ils se perdront » a-t-il déclaré en parlant des grévistes. Somoza semble donc être le seul à croire à une longue vie pour la dictature.

clairement les objectifs réels de ce sommet de Camp David et la discrimination dont le peuple palestinien est l'objet alors qu'il est au centre du conflit du Proche-Orient. »

On peut difficilement mieux résumer le rôle et les objectifs fixés à ce sommet que ne le fait Yasser Arafat. Il s'agit en effet pour Begin de tenter de trouver une solution au problème du Proche-Orient en évacuant le problème palestinien et même en faisant le moins de concessions possibles aux pays arabes sur la restitution des territoires occupés lors des guerres de 1967 et 1973.

PAS DE SOLUTION...

Quel que soit le résultat de cette négociation sur le plan des territoires occupés, elle ne pourra pourtant en rien constituer une quelconque solution au réel problème du Moyen-Orient. Car ce problème, fondamentalement, c'est celui de l'existence du peuple palestinien et de sa patrie. Tous les autres aspects découlent de celui-là et seule la résolution de ce problème permettra de résoudre durablement les autres. Depuis trente ans, le peuple palestinien, qui a été dépouillé de sa terre par les colons sionistes, se bat pour la reconquête de cette terre. Il ne déposera les armes que lorsque seront à nouveau reconnus ses droits nationaux. Il est donc totalement illusoire pour les dirigeants sionistes d'espérer avoir la paix sans les Palestiniens.

LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Les discussions entre Sadate et Begin, à Camp David, tournent autour de la résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU. Votée en novembre 1967, cette résolution prévoit le retrait israélien de « territoires occupés » (et non pas de tous les territoires occupés). Cette formulation volontairement vague donne évidemment lieu à des interprétations différentes du côté arabe et du côté sioniste.

Cette résolution ne fait d'autre part pas mention des droits nationaux du peuple palestinien. Ceux-ci n'ont été officiellement confirmés que lors de l'assemblée générale de l'ONU du 22 novembre 1974, par la résolution 3236. Sadate s'appuie sur la résolution 242 pour demander le départ des Israéliens du Sinai, de la bande de Gaza, ainsi que de la Cisjordanie. Begin répond par une proposition « d'autonomie » sous contrôle israélien de ces deux dernières régions. On voit mal sur quel point l'accord pourrait se faire. Le problème des territoires occupés ne peut de toute façon trouver de véritable solution sans l'accord des Palestiniens.

LE JEU DES GRANDES PUISSANCES

L'autre aspect de cette rencontre de Camp David

est qu'elle est un prolongement, ultime peut-être, de la tentative américaine de trouver une solution correspondant le mieux à leurs intérêts. Si Camp David échoue, ce sera certainement un grave échec pour la politique américaine au Moyen-Orient. Il faut se souvenir que c'est quelques semaines seulement après la publication, en fin 77, d'un plan de paix américano-soviétique que les Américains avaient favorisé le voyage de Sadate à Jérusalem, inaugurant ainsi une politique nouvelle faisant plus leur affaire que la conférence de Genève. Du coup, celle-ci ne vit jamais le jour. Le projet américano-soviétique ne prévoyait d'ailleurs pas plus la participation d'une délégation palestinienne à Genève qu'il n'y en a Camp



David. Pas plus les Soviétiques que les Américains ne se soucient des intérêts du peuple palestinien. L'enjeu pour eux est différent : il s'agit, pour l'un comme pour l'autre, d'étendre leur influence dans la région et rien de plus.

30ème anniversaire de la République populaire démocratique de Corée

Le Djoutché ou la confiance en soi

Le 9 septembre, la République populaire et démocratique de Corée a trente ans. Avec ses quinze millions d'habitants, elle poursuit l'édification du socialisme et travaille pour la réunification du Sud, qui est aujourd'hui sous domination américaine.

La voie suivie pour construire le pays et continuer la révolution s'appuie sur les principes du « Djoutché ». Le Djoutché, auquel Colette Magny a consacré une chanson, cela signifie : confiance en soi, compter sur ses propres forces. Les principes du Djoutché, formulé par Kim Il Sung, président du Parti du travail de Corée, s'appliquent dans trois directions : la souveraineté politique, l'indépendance économique et la défense du territoire.

SOUVERAINETÉ POLITIQUE

Pays socialiste, la Corée est très attachée à son indépendance. Longtemps méprisé et humilié par les impérialistes, japonais d'abord, américains ensuite, le peuple coréen tient à réaffirmer qu'il est aujourd'hui une

« nation puissante et digne que personne ne peut oser atteindre. » La ligne politique est définie en toute indépendance, selon les conditions concrètes du pays. Et gare aux « forces dominionnistes » qui voudraient imposer leur diktat !

INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Dotée d'une terre ingrate et d'un climat rude, la Corée est surtout un pays industriel. Mais elle porte une grande attention au développement de l'agriculture. Consistent que l'indépendance économique est la garantie d'un État indépendant politiquement, le peuple coréen travaille d'arrache-pied pour faire de son pays un État industriel moderne à l'agriculture développée.

Sur le plan international,

la Corée soutient résolument la lutte du tiers monde pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

L'AUTO-DÉFENSE DU TERRITOIRE

Plusieurs fois agressé et envahi dans le passé, le peuple coréen est très attaché à sa patrie et éduqué dans des sentiments anti-impérialistes. C'est pourquoi la Corée possède une armée prête à repousser toute agression. Les provocations continues (espionnage, incursions au Nord) de l'armée sud-coréenne aidée par l'impérialisme américain sont fermement dénoncées et repoussées.

Comme l'indiquait récemment une déclaration du Parti et de l'État coréens : « On ne doit en aucun cas tolérer la souveraineté du pays soient violées, et on doit résolument rejeter toutes formes de domination et d'ingérence étrangères. »

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

Un million de manifestants à Téhéran

Les événements de lundi à jeudi

La manifestation qui s'est déroulée jeudi est l'aboutissement de toute l'effervescence qui depuis la grande manifestation de lundi dernier, secouait les grandes villes iraniennes. Interdite par le Shah, ignorée des partis, reniée par la hiérarchie religieuse, cette manifestation d'un million de personnes est un signe de la très grande volonté du peuple d'en finir avec le Shah et son régime.

Lundi dernier, a eu lieu une grande manifestation à Téhéran. Pour la première fois depuis le coup d'État contre Mossadegh (prédécesseur du Shah), des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue à l'appel des forces religieuses. S'arrêtant de temps en temps pour écouter des prières qui ressemblent plus en fait à des exhortations politiques à renverser le régime honni du Shah, la manifestation compacte défile pendant toute la journée. C'est ainsi que l'on avait, notamment, pu entendre un prêche de Hadi Ghafari, l'un des dirigeants

de cette manifestation, dont le frère a été torturé et finalement jeté dans l'huile bouillante par la police du Shah.

Le point maximum de tension a été atteint lorsque la manifestation s'est trouvée face à face avec les troupes venues l'arrêter. Aux manifestants déterminés, le Shah opposait, une nouvelle fois, l'armée. C'est alors qu'aux fleurs que lui tendaient les manifestants, l'armée répondait par la voix d'un officier : « *Nous sommes en service, nous avons reçu l'ordre de tirer, mais nous ne tirerons pas. Continuer votre manifes-*



tation sans violence. » L'imaginable s'était produit. Depuis, les suppositions vont bon train sur ce qui se passe à l'intérieur de l'armée iranienne. On ne peut toutefois rien affirmer de sérieux. Mardi, était lancé par les forces d'opposition religieuses, un mot d'ordre de grève générale et de manifestation de masse pour jeudi. « *Il y aura encore plus de monde que lundi* » entendait-on à Téhéran. Pour la première fois, les

paysans des régions avoisinant Téhéran devaient, eux aussi, venir.

Mardi soir, un incident éclatait, une caserne était attaquée à la mitrailleuse et un policier était tué. C'est mercredi matin que la double nouvelle éclatait : le Shah interdisait toute manifestation et la hiérarchie religieuse retirait son mot d'ordre de manifestation, tout en continuant d'appeler à la grève générale.

Nous republions à l'occasion des grandes manifestations qui se sont déroulées jeudi un extrait du communiqué du Bureau politique du PCMLF adressé à la CISNU et déjà publié dans notre édition du 5 septembre dernier.

Chers camarades,

A l'occasion de la session extraordinaire du Conseil général de la CISNU nous vous adressons notre fraternel salut. A l'heure où le peuple iranien mène une lutte héroïque pour le renversement du régime fasciste du Shah, nous vous adressons le témoignage de notre solidarité avec ce juste combat. Durant de longues années le Shah a imposé au peuple iranien la misère et la terreur. Il a accumulé contre son régime une haine immense qui aujourd'hui explose. Le fait que, malgré la répression sanglante dont il a été l'objet ces mois derniers, le peuple iranien poursuive son soulèvement est la preuve de sa haine contre ce régime et de sa détermination à en finir avec lui.

Seuls les mollahs (le bas clergé chiite) continuaient d'appeler à manifester. Le Front national (bourgeoisie nationaliste) et le parti Toudeh (pro-soviétique) restaient, quant à eux, dans une prudente attente, tirant déjà des plans par derrière. Ils auraient pourtant dû se souvenir que le peuple iranien n'est pas disposé à verser son sang pour que sa lutte soit ensuite dévoyée au profit de qui-conque. « *Aucun parti ne peut parler en notre nom* »

criait la manifestation de lundi dernier.

Ainsi donc, la manifestation de jeudi se présentait comme une épreuve de force entre le peuple et le régime, mais également comme un test de la puissance réelle des partis d'opposition et de la hiérarchie religieuse de l'intérieur du pays. La taille du rassemblement, le simple fait qu'il se soit tenu, font que le seul qui sorte victorieux de cette épreuve, c'est le peuple iranien.

COMMUNIQUE DU PCMLF ET DU PCRml

Depuis plusieurs mois, le PCMLF et le PCRml ont engagé des discussions à tous les niveaux. Les échanges et la pratique commune développée à maintes reprises par les deux partis, et pendant la campagne électorale ont abouti à des résultats positifs et à un rapprochement sensible sur plusieurs problèmes politiques essentiels.

Dans ce cadre, il a paru utile de faire connaître plus largement l'évolution de ces contacts et de la pratique commune à tous ceux qui se préoccupent de la construction en France d'un Parti communiste marxiste-léniniste unique.

A cet effet, il a été décidé de mettre sur pied d'une part une formule d'abonnement commun au *Quotidien du peuple* et à *L'Humanité rouge*, d'autre part une formule du même type aux revues *Proletariat* et *Front rouge*. Ainsi les lecteurs de la presse marxiste-léniniste pourront-ils mesurer plus concrètement l'avancée du processus engagé, les points essentiels sur lesquels l'accord s'est déjà réalisé, les points qui restent à résoudre.

Cette décision va dans le même sens que la parution simultanée, à plusieurs reprises, d'articles communs dans *L'Humanité rouge* et le *Quotidien du peuple*. Elles témoignent de la volonté commune de diffuser plus largement les idées marxistes-léninistes dans notre pays.

(Communiqué publié conjointement dans *L'Humanité rouge* et le *Quotidien du peuple*).

TARIFS D'ABONNEMENT :

- Abonnement de trois mois au *Quotidien du peuple* et à *L'Humanité rouge*... 150 F.
- Abonnement de six mois, avec en supplément le tome 5 des Oeuvres choisies de Mao Tse-toung... 300 F.

Dernière heure

Vendredi matin, dès l'aube, des milliers de personnes étaient déjà rassemblées pour la manifestation prévue depuis la veille. Soudain, des blindés encerclent la place Jaleh, surnommée déjà la place des martyrs. Les manifestants s'assoient par terre et refusent de bouger. Après un premier tir en l'air, c'est dans la foule que tirent à deux reprises les mitrailleuses.

D'après les premières estimations, on aurait relevé au moins 50 morts et plusieurs dizaines de blessés.

Dans la ville, le climat est à l'insurrection. Des tirs d'arme s'entendent un peu partout dans les quartiers.



Un épisode de la manifestation de lundi : un officier, fleur à la main s'adresse à la foule

Jeudi, 8h, place des Martyrs

C'est vers huit heures du matin, que se sont réunis sur la place Jaleh, rebaptisée par les habitants de Téhéran, place des Martyrs, les premiers manifestants, des jeunes surtout à ce moment-là. La question principale était alors le rôle de l'armée. Allait-elle tirer ? La question est restée posée jusqu'à la dernière seconde. Chaque manifestant savait qu'il risquait sa vie. Ils étaient pourtant 50 000 en quelques minutes, 200 000 à neuf heures et, bientôt un million.

Cette fois-là, encore, l'armée n'a pas tiré malgré un

déploiement impressionnant.

Les appels aux ralliements des forces se succéderont pendant toute la manifestation. « *Soldat, viens avec nous.* » Mais également d'autres mots d'ordre : « *A bas le Shah !* », « *Libération des prisonniers politiques !* ».

Pendant dix heures d'affilé, ils continueront à défiler, jeunes et vieux, hommes et femmes, ouvriers et paysans, venus, pour l'occasion, de la campagne environnante.

Dans un texte rendu public jeudi, l'ayatollah Komeiny a lancé un appel au peuple et aux forces armées pour le renversement du Shah et de son régime. Cet appel au peuple à continuer la lutte par des grèves et des manifestations aura certainement une grande répercussion en Iran où Komeiny fait actuellement figure de point de ralliement de tous ceux qui ne veulent ni d'un maintien de l'actuel gouvernement ni d'une tout autre solution qui laisserait au Shah et au pouvoir en place la possibilité d'opprimer le peuple. Dans son texte, Komeiny s'adresse également aux forces armées qu'il remercie de n'avoir pas tiré sur les grandes manifestations de lundi dernier et qu'il invite à ne plus soutenir le régime.

De son côté, le parti Toudeh pro-soviétique, comprenant le sens du vent et alors qu'il soutenait le gouvernement, il y a encore peu de temps, tente de prendre le train en marche en lançant un appel « *à toutes les forces d'opposition* ». Absent des grandes manifestations, avec une influence très réduite, il espère ainsi pouvoir recueillir les fruits du mouvement populaire. Les manifestations de jeudi sont la réponse du peuple à tous ceux qui veulent profiter de ses morts pour s'accrocher au pouvoir. Le peuple iranien n'a que faire des partis qui parlent à sa place et prétendent lui interdire de manifester, même quand ils sont d'opposition.

A propos de la rentrée de Mitterrand

Impossible union à gauche ?

Georges Marchais, Madeleine Vincent et d'autres dirigeants du PCF, prendront la parole ce week-end lors de la fête de *L'Humanité*. La rentrée politique du PS est faite depuis quelques jours avec la participation de Mitterrand à deux meetings électoraux en Meurthe-et-Moselle et la parution de son livre *L'abeille et l'architecte*.

Le thème central des discours et écrits de Mitterrand, en cet automne, est le suivant : amener les masses à « faire pression sur le PC » pour le faire « revenir à des dispositions permettant de réaliser une union de la gauche puissante et harmonieuse ».

La tâche semble pour le moins ardue quand on voit les électeurs de Cambrin, dans le Pas-de-Calais, convoqués aux urnes pour choisir entre deux candidats de gauche : un PCF et un PS, les candidats de droite ayant renoncé à cette élection.

La tâche semble d'autant moins aisée que dans son livre, Mitterrand rappelle que, dès le 14 janvier, il écrivait : « Georges Marchais ira au bout de sa logique qui conduit droit à l'échec de la gauche, échec que ses amis et lui souhai-

tent au point de jeter au feu leurs derniers meubles et, quand il n'y en aura plus, de s'y jeter eux-mêmes ».

L'Union de la gauche serait-elle devenue une mission impossible ? Mitterrand estime qu'il existe dans le peuple de notre pays « une formidable volonté populaire d'imposer l'union à ceux qui ont préféré des histoires de boutique à la victoire de la gauche ».

Nous disons, quant à nous, qu'il existe une méfiance de plus en plus nette et tenace par rapport aux états-majors de la gauche qui ont bercé les électeurs d'illusions pour le résultat que l'on sait en mars dernier.

L'Union de la gauche dont parle Mitterrand n'a rien de commun avec l'unité de classe à laquelle as-

pirent les travailleurs.

Lorsque la classe ouvrière et les travailleurs progressent dans l'unité, c'est en s'opposant à ce pouvoir de chômage et de vie chère.

Cette unité de classe qui se forge va à l'encontre de « l'union » que veulent construire « les architectes », Mitterrand, Marchais et autres.

Mitterrand entre deux «hautes parois rocheuses et glacées» ...



Parlant de lui-même à la fin de son livre *L'abeille et l'architecte*, Mitterrand écrit : « Qu'on me croie, si j'avoue qu'avancer dans un défilé entre les deux hautes parois rocheuses et glacées que sont le grand capital d'un côté et le communisme de l'autre, sans être balayé par un sérac au moment du dégel, exige de prêter attention à la moindre vapeur de neige. Aucune étoile surgie du ciel ne m'a guidé sur le chemin. J'ai assuré le pas, voilà tout. »

Quelle modestie... Avec ce style grandiloquent de la fin du XIX^e siècle, Mitterrand se donne des airs de Moïse ou d'Abraham. C'est une épopée que d'être un premier secrétaire du PS en ces temps difficiles.

Et comment peut-il espérer refaire l'union de la gauche après avoir écrit une phrase pareille : Pour s'unir à une « haute paroi rocheuse et glacée », il faut être un fier alpiniste !

Radicaux de gauche

Fabre exclu sans l'être

Jeudi, le Bureau national des radicaux de gauche, dans un communiqué sec de huit lignes, a annoncé que Fabre, qui est président d'honneur du mouvement, « s'est placé de lui-même en dehors du mouvement ».

Il est évident que la rupture est consommée entre Fabre et la direction des radicaux de gauche. La direction n'a pourtant pas osé exclure l'ancien di-

rigent du mouvement, ni prendre la moindre sanction contre lui.

Pareilles mesures, en effet, risquaient de provoquer l'éclatement des radicaux de gauche dont l'unité apparaît comme de plus en plus fragile. Plusieurs fédérations des radicaux de gauche sont, en effet, favorables à la ligne de Fabre dont les partisans représenteraient un tiers des effectifs environ,

Qui était Jean Kanapa ?

Dans son édition de jeudi, *L'Humanité* publie une protestation officielle du Bureau politique du PCF qui exprime son indignation devant les « insultes proférées à l'égard de Kanapa ».

Dans un article placé en-dessous de ce communiqué, le journal s'insurge contre les « commentaires violemment anticommunistes après la mort de Jean Kanapa ». Sous le titre « Ignoble », Jean George s'en prend tout particulièrement au *Figaro*, à *Libération*, à *Europe 1* et au *Matin*.

Ce que l'on reproche à *Libération*, c'est d'avoir titré « La mort du crétin

le plus célèbre ». Le journal citait ainsi Sartre qui, en 1954, à l'occasion d'une polémique publique célèbre, avait qualifié Kanapa de « crétin ».

Ce que l'on reproche aux autres journaux, c'est plus particulièrement d'avoir fait de Kanapa l'homme de Moscou au sein du PCF, l'intrigant de couloir, l'agent russe dans les bureaux de la place du colonel Fabien.

Ce que l'on reproche plus particulièrement au *Figaro*, c'est d'avoir tiré cette conclusion : Kanapa était partisan d'une « neutralisation de la France et au-delà de l'Europe. Un vieux rêve que Moscou,

n'a jamais abandonné. »

Nous n'entrerons pas dans cette polémique.

Nous n'y entrerons pas pour une raison simple : l'important n'est pas, à nos yeux, de savoir en la circonstance qui était Kanapa lui-même, personnellement. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est de voir quelle ligne politique il a défendu et quelle activité il a menée dans ce sens. N'est-ce pas ainsi que l'on doit avant tout juger un homme politique ?

Ce qui nous intéresse, c'est de voir que c'est Kanapa qui, ces dernières années surtout, en tant que responsable de la poli-

tique extérieure de ce parti, a été le porte-parole d'un certain nombre d'idées.

Si l'on veut porter un jugement sur ces idées, il faut bien reconnaître qu'en France, aujourd'hui, le PCF est le seul parti à défendre sur le fond une ligne politique internationale semblable à celle de Moscou. Le PCF parle, tout comme l'URSS, de détente et de désarmement ; il soutient toutes les interventions militaires russes en Afrique, etc.

Même si le PCF a pris, surtout ces dernières années, quelque distance sur un certain nombre de points par rapport au pays

• Paris

Grève dans un siège social de Boussac

Les employés de l'un des trois sièges sociaux de Boussac à Paris, rue Poissonnière, se sont mis en grève depuis le 6 et ils occupent les lieux. Se trouvant près des centres de décision, les employés étaient bien placés pour voir ce qui se passait et ils étaient très sensibilisés sur la situation. C'est la solidarité avec leurs camarades des Vosges et l'incertitude qui pèse sur leur avenir qui les a faits passer à l'action.

Rue Poissonnière, c'est le siège de la maison mère, la CITF (comptoir industriel du textile de France) c'est-à-dire le siège de la partie textile du trust, mais aussi de « Jallas » (éponge) et de Romanex (ameublement), quelques unes des deux cent quarante sociétés de l'affaire Boussac.

Ce qui intéresse les Wil- lot, ici, c'est surtout les quatre murs ; ce qu'il fera de certains services, les travailleurs ne le savent pas. Par exemple, ils ont

quatre capitalistes.

Il n'y a aurait pas, semble-t-il, de licenciements, mais sur ce plan, une des sinistres méthodes des Dalton est connue : ainsi lorsqu'ils ont mis la main sur d'autres sociétés, ils ont gardé tous les travailleurs, mais ils les ont faits changer d'endroits, les entassant les uns sur les autres, aggravant ainsi leurs conditions de travail. Les employés ont été obligés de partir. En langage de capitaliste, ça ce n'est pas un licenciement, c'est un

Au magasin la « Toile d'avion », des employés de 60 ans ont 1 800 F par mois, et elles ont trimé toute leur vie !

Boussac, quant à lui, possède des milliards, des écuries de course et compagnie. Un ouvrier en une vie peut-il accumuler pareille fortune ? Les milliards de Boussac, lui tombent-ils du ciel, qu'a-t-il pour « gagner » sa vie ? Les milliers d'ouvriers de ses usines. C'est le travail de ses ouvriers qui le fait vivre. Les milliards de « monsieur Boussac », c'est leur sueur. C'est ça l'exploitation capitaliste !

déjà un service informatique, donc il y a de très grandes chances pour que celui du siège parte.

Pour les employés, qu'est-ce que ça entraîne ? Des départs en préretraite, des réductions d'effectifs par des mutations dans d'autres boîtes de la société Saint Frères qui appartient aussi aux

« départ volontaire ».

A titre d'information, Petit, ex-PDG de Manu- france, qui avait repris du service chez Boussac avait 60 000 F par mois (oui, 6 millions anciens !), et des cadres supérieurs ont 25 000 F par mois. Ce sont aussi des « salariés comme les autres » dirait Barre.

C'est la quasi-totalité des employés qui est en grève. Seuls des cadres continuent à travailler. Ce sont les licenciements de 1975 qui ont réanimé l'activité syndicale. Des petites grèves sur des revendications portant en particulier sur les plus bas salaires (à la « Toile d'avion » autre boîte de Boussac à Paris, il y a des ouvrières de 60 ans qui gagnent 1 800 F par mois !) ont redonné confiance, pour aboutir à l'occupation aujourd'hui menée dans l'unité par la CFDT, CGT, et CGC.

Hier après-midi, un film sur Lip était projeté ; à 17 heures encore, il y avait de nombreux petits groupes de discussions. Continuer à motiver, à rendre actifs le plus grand nombre de grévistes, c'est ce que s'efforcent de faire les délégués syndicaux.

Les mesures gouvernementales sur l'emploi



Emploi des fonds publics au profit de patrons non nécessaires

Faisant suite aux dernières décisions gouvernementales, le patron des patrons, François Ceyrac, a accordé une interview au *Monde*, publiée dans son édition du 8 septembre et traitant des questions de l'emploi entre autres choses. Bien sûr, Ceyrac trouve ces mesures appropriées à la situation. Cela n'étonnera personne : elles sont en effet des mesures en faveur des patrons. C'est ce que nous allons nous attacher à montrer.

Alors que les grands moyens d'information se déchainent pour présenter de manière enjolivée le plan du gouvernement, commençons par citer Robert Boulin. A la question « Combien espérez-vous créer d'emplois avec ces mesures ? » (celles du conseil des ministres - voir HR N° 925), il répond : « Ce ne sont pas les prévisions qui m'intéressent, ce sont les résultats. Nous comptons au moins enrayer la progression du chômage, les premiers effets devant apparaître au deuxième semestre 1979. »

Ceyrac lui fait écho quand il déclare : « Je suis convaincu que nous allons toucher le fond avant la fin de l'année. Ce sera le creux de la vague. » Et après, bien sûr, cela ira mieux, allons donc !

Plusieurs aspects intéressants ont retenu particulièrement notre attention dans les mesures sur l'emploi : les programmes d'actions prioritaires (PAP), la création du fonds spécial de conversion et de diversification industrielle, les prêts bonifiés pour les créations d'emplois, les concours financiers de l'Etat aux entreprises nationalisées.

LES PROGRAMMES D'ACTION PRIORITAIRES

Ces programmes représentent une somme globale de 25 900 millions de francs (2 600 milliards de centimes) sans les PTT et 5 100 milliards de centimes avec les PTT. C'est dans ces programmes que l'on retrouve les mesures dites sociales : « lutte » contre les inégalités sociales (630 milliards de centimes), travail des jeunes (188 milliards de centimes), les conditions de travail (70 milliards de centimes), les hôpitaux (79 milliards de centimes).

Plusieurs sujets méritent que l'on s'y arrête : les 2 600 milliards de centimes des PTT, par exemple. Ils concernent uniquement la restructuration des PTT, c'est-à-dire, entre autres choses, la modernisation des télécommunications, la mise en place de la télématique (application du rapport NORA), les centres de tri automatiques des paquets, les centres de tri automatiques des lettres, etc. Il n'est pas prévu d'embauche supplémentaire dans les PTT, mais seulement 22 000 créations au niveau global de la fonction publique. Il en est de même dans les hôpitaux, la recherche.

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, l'argent va aux entreprises, aux patrons sous forme de remises sur la Sécurité sociale, etc. Ces contrats temporaires sont maintenus, ainsi que les stages élargis aux femmes à la recherche d'un premier emploi. Voici ce que déclare

Ceyrac sur l'emploi des jeunes : « Evidemment, cette année les dispositions prises en faveur des jeunes ne sont pas aussi incitatives pour les entreprises que l'an dernier. » Cette année, la Sécurité sociale ne sera remboursée qu'à 50 % au lieu de 100 %, l'an dernier, quelle honte ! Barre frappe les patrons à la caisse ! Cependant Ceyrac ajoute : « Mais nous ferons l'impossible pour offrir des emplois aux jeunes. » Des emplois à 410 F, 800 F, c'est pas dur à fournir surtout pour six mois ou huit mois...

LE FONDS SPÉCIAL DE CONVERSION ET DE DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

Ce fonds spécial concerne surtout la sidérurgie et les chantiers navals, deux secteurs en pleine crise, concurrencés durement par les superpuissances. Au sujet de ces secteurs, Ceyrac déclare : « ... il y a des secteurs (la sidérurgie, les chantiers navals) dont l'existence même est menacée. Ils sont

soumis à un bouleversement du marché mondial et la nation - je dis bien la nation - doit consentir pour eux un effort, si elle estime que leur sauvegarde est d'intérêt national, ce que je crois. » Ce gouvernement répond positivement à ce souhait en encourageant la restructuration, en créant des activités « saines ». Chaque emploi « créé » (comme par exemple le déplacement de l'usine, changement de nom, égalent création d'emploi) fait que le patron touche 2 500 000 centimes. Bien sûr, cette aide sera sélective. Ne seront aidés que les rentables. Quant aux autres, eh bien, leurs ouvriers seront chômeurs. Un comité de gestion dirigé par le délégué à l'aménagement du territoire étudiera les dossiers, cas par cas.

Mais là aussi, il y a un hic. En fait, dans la sidérurgie et les chantiers navals, il n'y aura pas d'embauche, bien au contraire. Si Terrin ferme, c'est près de 10 000 travailleurs qui seront licenciés. Si la Ciotat ferme, ce seront 10 000 autres travailleurs qui seront licenciés.

Dans la sidérurgie, il en est de même. On ne créera pas d'emplois puisqu'on prévoit 14 000 licenciements ! Alors ces fonds ne peuvent que servir d'une part, à renflouer les trusts, d'autre part, à rendre productifs les secteurs de pointe. Il ne peut en être autrement. Il paraît que dans ce secteur, il y a trop d'ouvriers qui grèvent les budgets des entreprises ! Quand Ceyrac parle de sauver la navale ou la sidérurgie, il s'agit bien sûr des trusts en eux-mêmes et non des ouvriers.

Un exemple : la restructuration qui se dessine entre Vallourec et Cockerill. Vallourec est chapeauté par Pechiney. Vallourec assure 33 % de la production française de tubes d'acier soudés. Vallourec et Cockerill vont créer une nouvelle société où Vallourec détiendra 63,9 % du capital. Sont concernées du côté Vallourec, les usines de Valenciennes, Hautmont, Noisy-le-sec, et Bissèges, celles de Lexy et Rettel, en Lorraine et de

Fresnay-le-grand, pour la Providence (Cockerill), soit 550 000 à 600 000 tonnes et 120 milliards de centimes, 12 à 15 % de la production européenne. Qui dit nouvelle société, dit nouveaux emplois (même s'ils existent déjà) et donc attribution de fonds de la part du gouvernement. Restructurés, Vallourec et Cockerill concurrenceront la British Steel et pourront résister à la concurrence des monopoles espagnols... Et ce ne sera pas le seul exemple.

LES PRETS BONIFIÉS POUR LES CRÉATIONS D'EMPLOIS

Ces financements seront assurés par le Crédit national, la Caisse centrale de crédits hôteliers et les sociétés de développement régional. Ces financements sont fixés à 300 milliards de centimes. Le gouvernement cite en exemple, le « plan Vosges » dont nous avons parlé dans notre édition d'hier (HR N° 925). Nul doute que les patrons en profiteront en adoptant le schéma suivant : vous créez une entreprise, pendant cinq ans, vous touchez des sous, vous ne remplacez pas les démissionnaires et les retraités, vous créez un autre établissement et vous retouchez des primes pendant cinq ans. Vous avez créé des emplois mais, en réalité, si vous ajoutez les effectifs des deux boîtes, cela fait le total de la boîte originale. C'est ce qu'a fait la CPIO à Nantes, en créant un établissement à Vitry.

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES NATIONALES

Sont concernés par ces concours, l'EDF, les Charbonnages de France, la SNCF, la RATP, la SNIAS et Air-France. Là aussi, il s'agit de restructurer à bloc, de limiter l'embauche, notamment par la télématique. Dans notre prochaine édition, nous reparlerons de la mise en place de cette méthode dans les banques, les assurances, la Sécurité sociale, les PTT, les services en général. Nous verrons concrètement les résultats sur l'emploi.

Yves LEPIC

Encore des cadeaux aux patrons

La politique des économies d'énergie est aussi un moyen de remplir les poches des patrons. Les primes aux patrons effectuant des investissements industriels permettant des économies d'énergie seront doublées en 1979 par rapport à 1978. Elles passent donc de deux à quatre milliards.

Toujours pour aider aux économies d'énergie, l'Etat aidera les entreprises à amortir le matériel acheté pour remplacer du matériel consommant plus d'énergie.

L'aide à l'exportation est plus que jamais à l'honneur. Trois milliards de francs de prêts seront à la disposition des entreprises.

A Strasbourg, Barre menace encore

Barre était, jeudi, en visite à Strasbourg. Avant son arrivée, la police avait pris soin de boucler le quartier où avait lieu la réception, afin que le premier ministre ne puisse pas entendre les slogans des manifestants.

Dans son baratin, Barre s'en est pris à ceux qui avaient élaboré le 7e plan, jugé bien trop optimiste sur la durée de la crise. Lui, Barre, dès sa nomination comme premier ministre, il avait vu l'erreur de dia-

gnostic sur la nature et l'intensité de la crise qui frappait le pays. Et pan ! Chirac en prend plein les quilles. Ensuite, Barre a répété, comme si on ne le savait pas assez, que les salaires ne devaient pas augmenter. Il a réitéré ses menaces à l'égard des patrons qui augmenteraient les salaires de manière inconsiderée. A ceux-là, il promet de fermer le robinet du crédit et de faire jouer contre eux la concurrence. Non mais !

A propos de la rentrée scolaire



Problèmes de formation et d'emploi des maitres

« Il n'y aura pas de problème à la rentrée » déclarait Beullac, ministre de l'Éducation nationale. Pas de problème ? Le ministre conjugue tous les moyens d'information pour rassurer les parents d'élèves et quand les problèmes arriveront au grand jour, ce sera la faute des enseignants.

On connaît souvent mal les difficultés auxquelles ceux-ci se trouvent confrontés. Nous aborderons aujourd'hui les problèmes de la formation des instituteurs à l'École normale et celui de leur difficulté à trouver un emploi décent.

Actuellement, tout titulaire du Bac peut se présenter au concours de l'École normale, mais ceux qui ne possèdent que le Bac sont pénalisés. Des étudiants, ayant un DEUG (diplôme d'études universitaires générales) — premier diplôme universitaire — une licence, et même une maîtrise se rabattent sur l'École normale, ne trouvant pas d'emploi correspondant à leur qualification. Des bacheliers, ayant travaillé dans la vie active, et des suppléants (non-ti-

tulaires exerçant dans l'enseignement primaire) sont également candidats à l'École normale.

Comme on le voit, les niveaux sont fort différents entre les candidats.

Le concours a surtout un aspect littéraire, or, les mathématiques à l'École normale sont en cours d'études l'instrument principal de sélection. Dans ces conditions, les normaliens sont obligés de se battre pour que la formation donnée à l'École normale com-

ble les lacunes et nivelle les connaissances des élèves.

LEUR FORMATION

La formation des instituteurs n'est pas conçue pour qu'ils puissent dès le début enseigner correctement. Si ce manque de formation nuit aux maitres, ce sont surtout les enfants qui en pâtissent.

Il n'y a pas d'étude des programmes, conséquemment, les nouveaux instituteurs doivent souvent se résigner à « des recettes pédagogiques » ou à lire le livre du maitre.

A qui incombent les lacunes de cette formation ? A l'Éducation nationale et sûrement pas aux instituteurs qui exigent une véritable formation et le certificat à la sortie de ces études.

Les études normales s'étalent sur deux ans. Le CFEN (certificat de fin d'études normales) sanctionne ces études. Les matières y sont regroupées en quatre unités. L'unité 1 comprend les mathématiques et le français, si la note obtenue est négative — soit D, soit E — c'est l'échec au CFEN. Dans ce cas, le normalien est placé en suppléance dirigée, pendant laquelle il doit subir les contrôles réguliers et répressifs de l'inspecteur. Le CFEN obtenu, l'instituteur enseigne et, en général, au bout de trois mois, l'inspecteur d'académie lui octroie ou non le CAP (certificat d'aptitude pédagogique).

Donc, les normaliens ne sont pas certains d'être titulaires à la fin de leurs étu-

des, car ils doivent surmonter les barrières du CFEN et du CAP.

Ainsi, il y a une première sélection au concours d'entrée, puis un véritable écrémage à l'École normale. A celle de Saint-Brieuc, 14 élèves sur 100 ont échoué à leur CFEN.

Inadmissible est de perdre deux années d'études et ne pas être certain d'avoir un emploi.

Scandaleux est le remboursement des études.

Le renvoi, la démission de l'École normale, le double échec au CFEN et au CAP entraînent obligatoirement le remboursement des études, soit environ 5 millions. L'engagement décennal de suivre les deux années de l'École normale et de travailler huit ans au service de l'Éducation nationale est signé par chaque normalien. En cas de rupture de contrat, l'instituteur doit rembourser cinq millions à l'Éducation nationale.

CE CHOMAGE DÉGUISE

Examinons à présent comment l'Éducation nationale en inventant une série de postes dissimule le chômage.

Pas moins de douze intitulés sont donnés aux instituteurs pour désigner leurs postes.

— Il y a tout d'abord les normaliens titulaires du CFEN et du CAP qui sont sur des postes fixes. S'ils obtiennent une seule classe, un CM2 par exemple, leurs difficultés ne seront pas énormes, mais ils peuvent être nommés sur une classe unique (fréquente à la

campagne où tous les enfants sont regroupés dans une seule classe). Le peu d'effectifs peut justifier la création d'une telle classe, par contre l'inspection académique ne tient pas compte du fait que l'instituteur doit préparer jusqu'à cinq classes en même temps (CP, CE1, CE2, CMI, CM2). Comment les enfants pourraient-ils bénéficier dans ces conditions d'un enseignement de très bonne qualité et de toute l'attention du maitre ?

— Surviennent les titulaires mobiles en zone d'intervention limitée (ZIL) soit sur un canton, soit sur une agglomération.

— Enfin, le dernier échelon des titulaires : les brigadiers. Ils effectuent également des remplacements mais dans une zone plus vaste à l'échelle d'une circonscription académique ou d'un département. Le temps et les frais de transport en sont d'autant plus lourds.

— Les normaliens accomplissent pendant leurs études des stages. Au début de la deuxième année, ils remplacent les instituteurs en recyclage soit pendant deux fois six semaines, soit pendant douze semaines. L'avantage de ce système est de ne pas employer de personnel remplaçant et de laisser libre cours à la « sélection naturelle ». Le normalien est seul face aux

élèves, désemparé, vu la formation qu'il a reçue à l'École normale. A lui de s'en sortir, s'il peut ou bien d'être écœuré à tout jamais et de démissionner.

— Nous avons dit quelques mots sur les normaliens ayant échoué à leur CFEN et qui sont placés en suppléance dirigée. Le ministre les considère aptes à enseigner pendant un an, jusqu'au jour où ils repassent leur CFEN. Alors s'ils échouent, ils ne sont plus aptes. Il faudrait savoir ! Mais l'Éducation nationale sait. Elle utilise un enseignant pendant un an, moins payé, n'accédant pas aux droits des titulaires, et déguise son échec au CFEN, c'est-à-dire son licenciement en échec personnel.

— Enfin, parlons des remplaçants et des suppléants. Ils ne bénéficient pas de vraies formations professionnelles, des conférences pédagogiques le mercredi après-midi, en heures supplémentaires. C'est tout. Ils n'ont droit à aucune garantie d'emploi, ils effectuent des remplacements à longueur d'année ce qui suppose de fréquents changements de classe pour l'instituteur. Comment pourraient-ils se mettre à la portée d'élèves qu'ils ne voient que huit jours, voire trois jours ?

Nathalie Villotiers

Une réédition bienvenue

La bande dessinée «Fils de Chine»

Fils de Chine Paul Gillon Robert Lecureux Éditions Jacques Glénat 6, rue du Lieutenant Chanaron 38000 Grenoble 49 F

« Aux confins de l'Asie, la Chine immense étend ses plaines et ses déserts, ses fleuves et ses monts... Des remparts millénaires où ses hordes semaient l'effroi et la mort à Canton où des foules affamées et misérables trouvaient refuge dans les villages de jonques, régnait un tyran implacable que son peuple avait maudit... Tch'ang le tyran opprimait toujours plus son peuple... fusillades, exécutions... Mais du Pacifique au Tibet souffraient et luttèrent quatre-cents millions d'esclaves... »

Les prisons alors étaient pleines des meilleurs fils de la terre de Chine. Le paysan du Kian-si y avait rejoint le mécanicien de Shangaï et l'étudiant de Pékin... Certains, que ce spectacle rejouissait, affirmaient que jamais rien ne changerait ! A ceux-là le peuple chinois allait répondre à sa façon. Aujourd'hui, la Chine est libre ! Ses fils et ses filles le doivent à une lutte farouche et héroïque, à des combats glorieux et terribles... Ils le doivent à celui qui sut donner à ses frères un étendard de liberté et de bonheur, à celui qui « marchait en avant » au fils de paysan, Mao Tsé-toung... C'était en 1925... Mais ici commence l'histoire de Tao le petit porteur d'eau de Canton... »

Ainsi commence « Fils de Chine », une bande dessinée de Roger Lecureux et Paul Gillon, sortie en 1946 par les éditions Vaillant et que rééditent aujourd'hui les éditions Jacques Glénat.

Une bande dessinée qui décrit la lutte du peuple chinois, c'est une chose rare.

L'éditeur nous apprend d'ailleurs dans un avertissement que « de nombreuses planches originales de Gillon ayant disparu et la direction des Éditions Vaillant lui ayant refusé le prêt

des documents manquants, pourtant en sa possession, la qualité des reproductions de certaines planches est inégale, l'éditeur ayant été obligé d'éliminer par des procédés photographiques les traces de couleur des journaux de l'époque. »

Une illustration donc de l'hostilité des Éditions Vaillant (éditions dirigée par le PCF) à ce livre résolument progressiste.

Une bande dessinée à faire connaître, malgré son prix...

Revendications

des normaliens en lutte

- Pour un mode de recrutement unique des instituteurs.
- Pour une véritable formation pendant les études.
- Pour une CFEN automatique à la sortie des études.
- Pour le non-remboursement absolu des études.
- Pour recrutement en fonction des postes budgétaires.
- Pour augmentation des postes budgétaires.
- Pour un minimum de 25 élèves par classe.
- Pour nomination sur un poste fixe.
- Que les remplacements soient effectués par des titulaires-volontaires en poste depuis longtemps avec des avantages d'horaire et de salaire.

Les tribulations d'un assuré social accidenté du travail

Un lecteur de l'Esbonne nous a raconté les mésaventures qu'il a connues avec la Sécurité sociale après avoir été accidenté du travail. Ce témoignage révèle comment la Sécurité sociale essaie de réaliser des « économies » sur la santé des travailleurs.

de nature à légitimer le droit à réparation. » Sans commentaires.

Cependant comme le médecin ne me trouvait aucun mal, pendant quelque temps

me fut attribuée, de 15% (500 F par trimestre).

En me renseignant j'appris qu'étant donné mon état et la gravité de l'opération chi-

En 1971, je travaillais comme chauffagiste sur un chantier. Je soudais des tuyaux. Un jour, en soulevant une pièce lourde, je me fais mal au dos. Je fus obligé de me mettre en accident du travail. Au bout de quinze jours, je devais reprendre le travail. Mais je n'ai pas pu car mon dos me faisais toujours mal. J'ai dû prolonger l'arrêt de travail.

Au bout de deux mois, je suis convoqué par le médecin contrôle de la Sécurité sociale. Là, une première surprise m'attendait. Le médecin m'expliqua que j'étais victime d'une maladie et non d'un accident. Or, c'était bien un accident, un accident du travail qui m'était arrivé. Comme un proche parent travaille à la Sécurité sociale, j'étais au courant de ce genre de manœuvre. Je fis comprendre au médecin-conseil qu'il était inutile qu'il continue, que je connaissais la combine. Il s'arrêta net.

La combine est la suivante. Les sommes remboursées par la Sécurité sociale sont moins élevées en cas de maladie que d'accident. Très souvent donc, des médecins-conseil essaient de faire passer les accidents pour des maladies. Tant pis si l'accidenté en pâtit. Ce qui compte, c'est donc l'économie réalisée sur son dos. Il faut dire que si les ouvriers n'y prêtent pas attention, des patrons essaient de faire la même chose, de faire passer des accidents pour des maladies.

Après cette visite, l'arrêt de travail fut renouvelé pour six mois. Une autre épreuve me tombait dessus rapidement : durant les trois premiers mois, je ne touchais aucune indemnité de la Sécurité sociale. Comme je ne touchais pas de salaire, je restais pendant ce temps sans ressource. Pour débloquer la situation, il a fallu que j'aie « gueuler » au centre de Sécurité sociale. Là, on m'a dit : « Nous n'avons pas votre dossier ». Très rapidement, le dossier fut retrouvé. Ce n'est pas la faute du personnel si de tels faits se produisent mais seulement des conditions de travail.

Au bout de six mois, je passais une nouvelle visite dite de consolidation pour voir si l'arrêt de travail



L'attente dans les bureaux de la Sécurité sociale.

devoir être prolongé, si je pouvais reprendre le travail ou alors si je devais changer de métier).

Le médecin s'est mis à me tortre et me manipuler dans tous les sens, ce qui provoquait une forte douleur. Il téléphona ensuite à mon médecin traitant pour lui dire que j'étais atteint de sinistrose. D'après la définition d'un livre spécialisé, voici ce qu'est cette « maladie » :

« Névrose consécutive à un accident ou à une maladie susceptible de donner lieu à une indemnisation, et se traduisant par des troubles fonctionnels et une attitude revendicatrice »

je me suis demandé si je n'étais pas atteint de cette sinistrose.

Ensuite je changeai de métier, mais régulièrement je devais rester au lit ne pouvant bouger à cause de ce maudit mal au dos.

Ce n'est que six ans plus tard qu'un médecin trouva enfin que je n'étais pas atteint de sinistrose mais d'une hernie discale. On voit donc le mépris du malade et de sa santé qui est celui de certains médecins de la Sécurité sociale, plus soucieux de profits que de la santé des travailleurs.

J'ai subi une opération en 1977 et une en 1978. A la suite de celle-ci, une ren-

turgicale, je devrais toucher une rente de 40%. De nouveau, je dois contre-attaquer pour toucher ce à quoi j'ai droit. Aujourd'hui, je ne suis d'ailleurs toujours pas guéri et une autre opération sera certainement nécessaire.

Mon exemple montre quel doit être le sort des travailleurs immigrés accidentés qui ne connaissent rien des mœurs de la Sécurité sociale et ne peuvent se défendre comme moi devant certains médecins.

Le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France a le grand plaisir d'inviter les compatriotes et les étrangers, amis du Kampuchea démocratique, à assister à la projection du film intitulé :

«La véritable nature de l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique»

La projection sera suivie de débats sur la situation actuelle au Kampuchea :

Le samedi 9 septembre 1978 à 14 h
Salle : Maison de la Mutualité
24, rue Saint-Victor Paris 5e
Métro Maubert-Mutualité

Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France
53, avenue Lénine, 94250 - Gentilly
Tél : 655-85-17

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

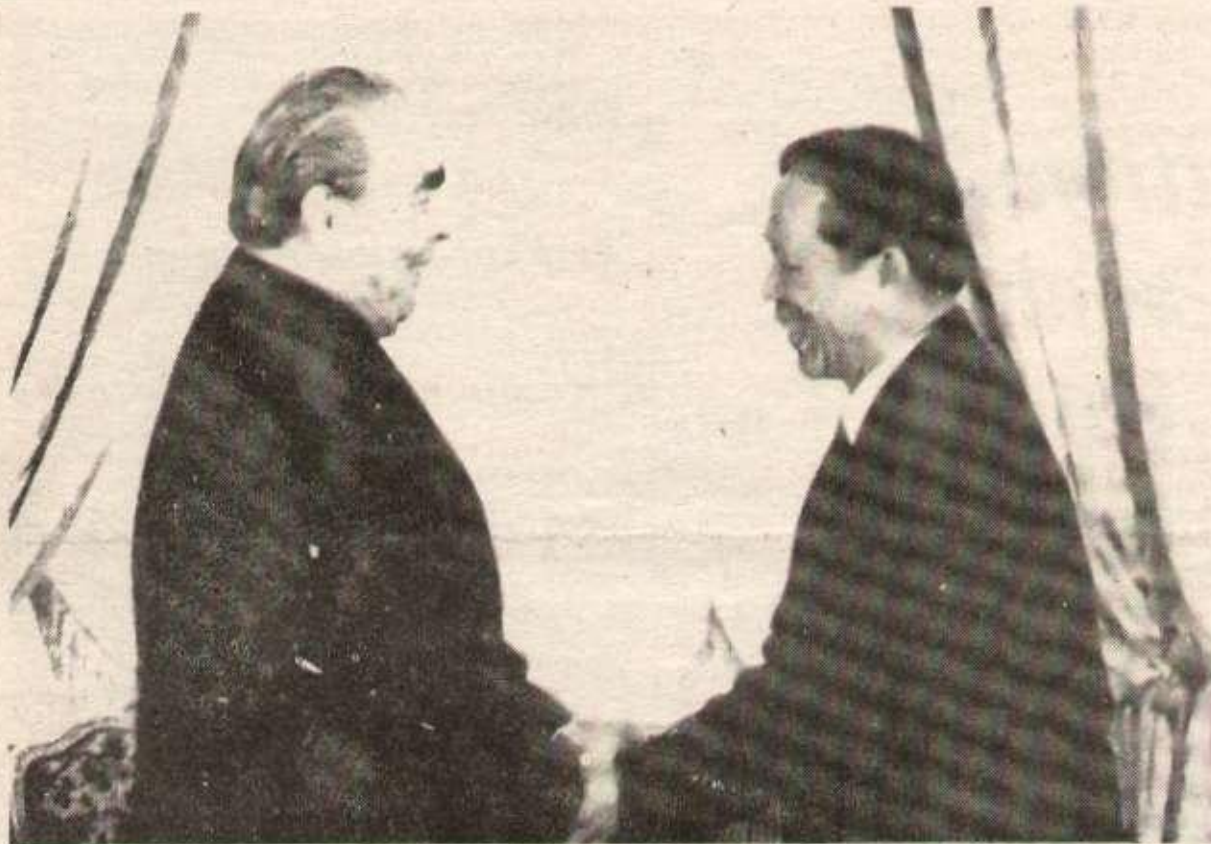
Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

L'Humanité rouge
bimensuelle est parue

POUR CORRESPONDRE
AVEC LE JOURNAL
FAITES LE 205 51 10



Brenev et Le Duan au Kremlin

Expulsion de 160 000 ressortissants chinois du Vietnam, incidents frontaliers entre la Chine et le Vietnam ...

Le fond du problème

Les incidents meurtriers — plusieurs ressortissants chinois ont trouvé la mort — qui continuent d'éclater entre le Vietnam et la Chine, ont beaucoup ému les peuples du monde qui ne comprennent pas ce qui se passe aujourd'hui entre ces deux pays, hier encore amis. Pourquoi l'expulsion de 160 000 ressortissants chinois hors du Vietnam ? Pourquoi cette tension entre les deux pays ?

Il faut d'abord noter une chose, assez claire : le Vietnam a basculé dans l'orbite soviétique.

LES CONVOITISES DE L'URSS

L'URSS dont l'hégémonie est à l'échelle planétaire est très intéressée par l'Asie du Sud-Est qui lui donne une voie d'accès sur l'Océan Indien et lui permet d'encercler la Chine. C'est pourquoi elle convoite le Vietnam. L'entrée du Vietnam, le 29 juin dernier, dans le Comecon, l'existence d'une base de missiles soviétiques près de Camrham, les rampes de lancement implantées par les Russes le long de la frontière chinoise, les anciennes bases aériennes de Danang et de Dalat mises à la disposition de l'URSS pour y faire stationner des bombardiers lourds, le millier d'experts russes et les quelques 600 experts et ingénieurs d'autres pays de l'Est, tout cela prouve clairement l'infiltration économique et militaire de l'URSS au Vietnam.

L'EXPANSIONNISME RÉGIONAL DU VIETNAM

De leur côté, les dirigeants vietnamiens sont pour le moment en accord total avec la mainmise soviétique sur leur pays. Et ils cherchent à étendre leur propre domination sur la ré-

gion : l'agression du Kampuchea qui refusait de rentrer dans leur « Fédération indochinoise », la présence de 50 000 soldats vietnamiens au Laos, les 100 000 autres à la frontière chinoise prouvent assez la volonté d'expansion régionale de la part du Vietnam.

Comme l'indique *Drapeau rouge*, organe théorique du Parti communiste chinois : « Les partisans de l'hégémonisme régional s'appuient sur l'hégémonisme de grande puissance de l'Union soviétique, et cette dernière se sert du Vietnam comme d'un instrument.

Telle est la nature de leur « coopération complète ». Comparant le Cuba de l'ouest et celui de l'est, *Drapeau rouge* indique plus



L'arrivée en Chine d'une famille expulsée de Saïgon. Cent soixante mille ressortissants chinois ont été expulsés.

loin : « L'Union soviétique et Cuba symbolisent la coopération entre les grands et les petits hégémonistes. De toute manière, le grand hégémoniste cherche à écraser le petit ».

LA CHINE : UN OBSTACLE A L'HÉGÉMONISME

Évidemment, l'URSS et le Vietnam ne voient pas d'un bon œil la politique chinoise qui soutient résolument la lutte pour l'indépendance de tous les peuples et pays du monde, y compris le Cambodge et les autres pays du Sud-Est asiatique. L'URSS voit dans la Chine un obstacle sérieux à son hégémonisme mondial de superpuissance et le Vietnam y voit un obstacle à son expansionnisme régional. On connaît déjà les attaques virulentes de l'URSS contre la Chine, on comprend mieux maintenant celles du Vietnam qui reprend à son compte la campagne antichinoise de son maître (apparemment, le soutien de la Chine à la lutte du peuple cambodgien contre l'invasion n'est pas du goût de tout le monde !). On comprend mieux aussi l'expulsion du Vietnam de 160 000 ressortissants chinois qu'il serait difficile d'envoyer comme soldats au Cambodge ou à la frontière chinoise !

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Étendre son hégémonie sur une région, envahir d'autres pays, cela demande un gros potentiel militaire.

C'est ainsi que de 1976 à 1978, les dépenses militaires du Vietnam ont augmenté de 200 % au détriment de la reconstruction du pays. Tous les réservistes ont été rappelés sous les drapeaux.

L'armée vietnamienne est une des plus fortes du monde, avec deux millions d'hommes. Le plan économique adopté en 1976 a été revu et corrigé pour s'orienter encore plus vers l'industrie lourde et donc l'industrie d'armement. Évidemment, tout cela ne va pas sans mal.

Le pays connaît de grandes difficultés économiques dues à la priorité accordée à l'économie de guerre. Le peuple ne mange pas à sa faim. Le rationnement existe toujours.

... ET MÉCONTENTEMENT

Sur le plan politique, ces difficultés suscitent le mécontentement de la population qui voudrait pouvoir manger à sa faim et connaître enfin la paix, après tant d'années de guerre.

Autre question qui soulève des difficultés : l'intégration du Sud. En effet, au départ, les dirigeants vietnamiens avaient prévu une bonne dizaine d'années pour adapter l'économie du Sud à celle du Nord. Or, en 1977, décision a été prise de hâter cette intégration et de régler la question immédiatement, sans beaucoup d'égards ni de travail d'explication auprès des personnes concernées. Nouvelle source de tension. Enfin, en 1976, Hanoï a supprimé les régions autonomes des minorités nationales pour forcer leur assimilation.

Signalons aussi que la moitié des communistes du Comité central du FNL sont soit arrêtés, soit dans la clandestinité, car ils refusent

la politique d'alignement total sur Moscou et l'invasion du Cambodge. On comprend mieux comment le Vietnam, hier lancé dans une juste lutte de libération contre l'agresseur US, peut se comporter aujourd'hui en agresseur vis-à-vis des pays voisins : les partisans de l'indépendance et de l'amitié sans arrière-pensée avec les pays voisins ont été purement et simplement écartés de la direction ou éliminés.

LE FOND DU PROBLÈME

C'est devant toutes ces difficultés, conjuguées au choix de s'aligner sur Moscou, que les dirigeants vietnamiens ont commencé à s'en prendre aux ressortissants chinois. Mécontents de la Chine qui dénonce les entreprises de domination sur la région, mécontents des ressortissants chinois qu'ils ne peuvent pas envoyer sous les drapeaux, les dirigeants vietnamiens ont commencé à persécuter et à refouler des milliers et des milliers de ressortissants chinois.

Tchong Hsi-tong, chef de la délégation chinoise aux négociations sino-vietnamiennes, a expliqué ainsi le changement de politique du Vietnam vis-à-vis de la Chine : « Il y a là et les besoins du Vietnam et ceux de l'Union soviétique (...) Les activités menées par le Vietnam pour frapper d'ostracisme les ressortissants chinois font partie de sa politique antichinoise, et son opposition à la Chine est motivée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ».

Voilà le fond du problème.

Claude LIRIA

Quand le Vietnam parle de l'URSS et de l'invasion de la Tchécoslovaquie en termes élogieux

En 1976, Hoang Tung, membre du comité central du parti vietnamien, a dit à un journaliste occidental : « Pendant la guerre au Vietnam, amener la Chine et l'Union soviétique à soutenir de tous leurs efforts le Nord-Vietnam, c'était important pour le Vietnam. Maintenant, il ne lui est pas tellement nécessaire d'appliquer cette politique... Aujourd'hui, l'entente avec l'Union soviétique joue un rôle d'une extrême importance pour le Vietnam. L'Union soviétique espère vivement affaiblir l'influence chinoise dans cette partie du monde, voilà qui coïncide avec les intérêts du Vietnam. »

Alors qui pourrait encore dire que c'est la Chine qui a changé d'attitude envers le Vietnam et non pas le contraire ?

A propos du 10^e anniversaire de l'invasion des troupes russes en Tchécoslovaquie, Hanoï a parlé de « victoire du peuple tchécoslovaque sur le putsch contre-révolutionnaire » et a affirmé que les dix années écoulées depuis ont été « une période splendide dans l'histoire de la construction socialiste de la Tchécoslovaquie ». Alors, qui pourrait encore dire que le Vietnam ne sert pas le jeu du social-impérialisme russe ?

Exclusivité

Dans notre édition datée de mercredi et de jeudi prochains, nous présenterons l'interview exclusif de plusieurs ressortissants chinois expulsés du Vietnam et qui ont bien voulu répondre aux questions de marxistes-léninistes en voyage en Chine.